

Contre le terrorisme patronal: **SUPPORT OUR TROOPS**

Après un été 2009 très chaud... pour les travailleurs et travailleuses de Fischer, Saplast, Molex, Continental, Caterpillar, Goodyear ou encore New Fabris, licenciés à tour de bras, l'été 2010 s'annonce tout aussi brûlant : déjà ce printemps est marqué par les fermetures annoncées de Delphi au port du Rhin, Steelcase à Marlenheim, Hymer à Cernay et les 185 licenciements de Faurecia à Pulversheim, sans revenir sur le cas toujours en suspens des 1200 GM...

Pendant que certains tergiversent sur la riposte, de l'autre côté, le patronat n'hésite pas à mener la lutte de classe de plus en plus violemment.

Actualité, réflexions et débats, lisez le mensuel

ALTERNATIVE
LIBERTAIRE



Lieux de vente dans la région sur:

www.al-alsace.tk

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg.

Vente: 2^{ème} samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur:

alterlib.alsace@gmail.com

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, études), 30 € tarif international.

On a enfin trouvé les armes de destructions massives !

Sous prétexte de la crise, on prétend nous imposer les pires régressions, comme si c'était au prolétariat de payer les pots cassés des ratés inhérents au système capitaliste. Le chômage ayant augmenté (26% en 1 an en Alsace), on constate que les travailleurs sont devenus le principal moyen d'ajustement des capitalistes dans leur recherche du profit. On nous explique donc que pour être un bon employé responsable, il faut accepter des baisses de salaires : chez Surcouf, les vendeurs et vendeuses se voient contraints de signer de nouveaux contrats de travail, diminuant de 10 à 40% leur salaire.

Car, les moutons noirs qui se rebellent sont immédiatement menacés de sanctions : licenciements chez Surcouf, garde à vue des lycéens et lycéennes de Colmar qui manifestaient contre la « réforme du lycée », procès contre des syndicalistes, comme les Continental.

Opération « justice sociale immuable » ?

Que ce soit par des grèves, occupations, rétentions de cadres et patrons ou par des menaces de destruction de l'outil de travail, comme à Sodimatex dans l'Oise en mars, les victimes de ces fermetures n'hésitent plus à s'attaquer ouvertement à ceux qui les ont exploités. Face à ces légitimes réactions de colère, le discours patronal et politique oscille entre « On vous comprend, mais soyez raisonnables, restez calmes... » et « Vous n'avez qu'à aller travailler en Tunisie pour 137€ » !

Mais par peur de l'affrontement, les directions syndicales refusent de mener la lutte de classe au profit des travailleurs et travailleuses : pas de coordination des entreprises en lutte au niveau national, peu de convergences entre les secteurs privés et publics, maintien de l'illusion du dialogue social, participation au Conseil d'orientation des retraites, etc. Plutôt que de construire une alternative à partir de l'auto-organisation des salarié-e-s, les bureaucrates syndicaux se comportent comme si nous avions encore quelque chose à espérer de ce gouvernement terroriste !

Anticapitalisme
Solidarité
Autogestion

S'engager contre l'ennemi intérieur

Si beaucoup de luttes sont perdues, c'est parce que car les capitalistes ont imposé leurs idées. Mais c'est aussi faute de combattant-e-s. Aujourd'hui, bien qu'une majorité vive au jour le jour les conséquences néfastes du capitalisme, bien qu'une radicalité se retrouve dans les luttes... Beaucoup ont l'impression qu'une alternative au capitalisme n'est pas possible. Mais l'alternative n'existera que parce que nous l'aurons construite : solidarité de classe, contre-pouvoirs, etc. Ceux qui exploitent notre travail sont organisés, à nous de l'être aussi !

Organisons la riposte massive

Sur les lieux de travail, dans les facs et les lycées, le meilleur moyen de se coordonner pour décider ensemble des affaires qui nous concernent est l'assemblée générale. Si nous ne voulons pas nous laisser déposséder de nos luttes (bureaucraties, électoralisme...), il faut promouvoir une organisation horizontale, avec des délégués révocables lorsqu'il est nécessaire de déléguer. Seule l'autogestion permet effectivement de garantir le mouvement social contre les déviances totalitaires et contre les réformistes qui croient pouvoir récupérer nos luttes.

La solution est collective

Contrats de travail, statuts, rémunération, compétition... tout est fait pour nous diviser. Pourtant, les journées de manifestations sans lendemain annoncées par les syndicats ont réussi à faire descendre dans la rue jusqu'à 3 millions de personnes en 2009 : la volonté de résister existe.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'EX-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !

Mais plutôt que de se comporter comme des pions que l'on déplace du lieu de travail à la rue, puis que l'on ramène à son poste, nous pouvons prendre en main nos luttes ! Les syndicats, comités de luttes, assemblées générales permettent à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses de ne plus se sentir exclu-e-s des décisions qui les concernent. C'est dans ces cadres là que nous auront le plus de poids : ne laissons pas à d'autres la commande des affaires qui nous concernent ! **Organisons nous !**



« Les seniors ne travaillent pas assez », « La France vieillit. Pour payer les retraites de leurs parents, les jeunes devront travailler plus et plus longtemps. » « Il faudra inéluctablement compléter le système de retraite par répartition par un système de capitalisation » Autant de sentences qui sont matraquées sans cesse depuis plus de vingt ans par les politiques et les journalistes. Ils et elles espèrent sans doute qu'à force de répéter un mensonge, il deviendra vérité. Alors que se dessine un mouvement de résistance à la casse de ce qu'il reste de nos retraites, il est temps d'en finir avec ces idées reçues qui polluent le débat à droite comme à gauche.

Infos, argumentaires, analyses et tracts à diffuser sont disponibles dans le dossier « RETRAITES » de notre site: www.al-alsace.tk

NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS PRENDRONS !